

COMPRENDRE LES PRINCIPAUX ENJEUX

Proposition de loi "BALAI"

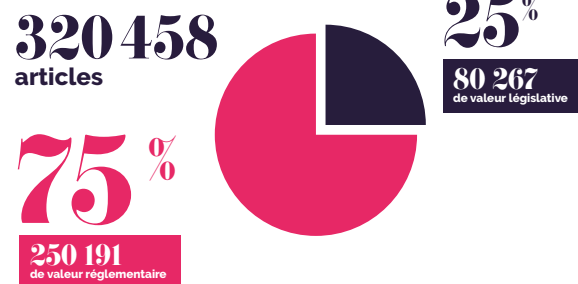
LE PAYSAGE NORMATIF FRANÇAIS

Mercredi 13 mars 2019, le Sénat examine la proposition de loi tendant à améliorer la lisibilité du droit par l'abrogation de lois obsolètes, déposée par les sénateurs de l'Union centriste Vincent Delahaye et Valérie Létard, et cosignée par 153 sénateurs. (Rapporteuse : Nathalie Delattre - RDSE)

- Pour la seule année 2018, le Journal officiel compte



- Au 25 janvier 2018, l'ordre juridique français compte

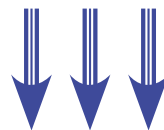


- Les 308 articles de la « loi Macron » du 6 août 2015 ont entraîné

848 modifications législatives affectant 30 codes et 55 lois ou ordonnances



- Les collectivités territoriales doivent appliquer plus de



Les administrés, les acteurs économiques et les collectivités territoriales sont désarçonnés face à la complexité des normes (lois, règlements, instructions, circulaires, directives européennes).
L'adage « Nul n'est censé ignorer la loi » devient irréaliste.

UN SÉNAT ENGAGÉ DE LONGUE DATE POUR SIMPLIFIER LE DROIT

« Nous avons en France plus de lois que le reste du monde ensemble et plus qu'il n'en faudrait à régler tous les mondes d'Épicure. »

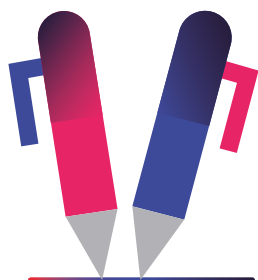
Montaigne, *Essais*,
1580-1588



« Les lois inutiles affaiblissent les lois nécessaires. »

Montesquieu,
De l'Esprit des lois, 1748

LA PROPOSITION DE LOI



- Cosignée par 153 sénateurs, elle traduit les premiers résultats de la mission B.A.L.A.I.



- Initialement, elle abrogeait 44 lois adoptées entre 1819 et 1940 et devenues obsolètes depuis.

- L'éventail des sujets traités est particulièrement large : le droit d'aubaine, les appellations « Cognac » et « Armagnac », la fraude dans le commerce du beurre, la mort civile, etc.

2 EXEMPLES

1

Jamais abrogée, **la loi du 28 décembre 1880** autorise le ministère de l'intérieur à acquérir le matériel d'impression du Journal officiel pour un coût de 1,7 million de francs.

Cette loi a donc épuisé ses effets juridiques, surtout que le Journal officiel est dématérialisé depuis le 1^{er} janvier 2016.

2

La loi du 14 août 1885 continue de régir les sociétés de patronage des détenus libérés alors que celles-ci ont été remplacées par les services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP).

LES APPORTS DE LA COMMISSION DES LOIS

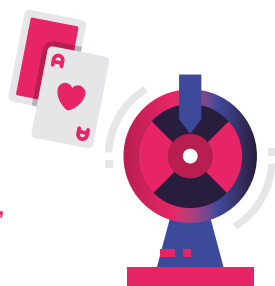
- **Poursuivant la logique de la mission B.A.L.A.I.**, la commission des lois a **abrogé 8 lois** supplémentaires.

Un exemple : la loi du 3 août 1844 qui fixait à 20 ans le droit d'auteur des ayant-droits des dramaturges. Or, ce droit est aujourd'hui de 70 ans dans le code de la propriété intellectuelle.

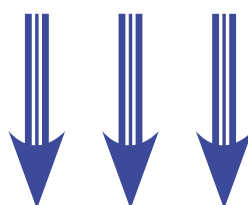
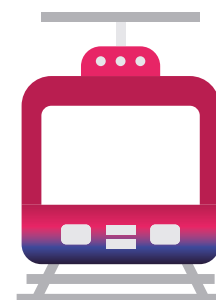


- **Des amendements de la rapporteure, Nathalie Delattre, et du Gouvernement maintiennent, à l'inverse,** des dispositions législatives ni inutiles ni obsolètes.

L'article 82 de la loi du 31 juillet 1920 continue d'interdire l'ouverture des casinos à moins de 100 kilomètres de Paris, à l'exception de celui d'Enghien-les-Bains.



La loi du 29 juillet 1889 sert toujours de base à l'exploitation de la ligne de train entre Nice et Digne-les-Bains.



Au total, le texte de la commission permettra d'**abroger** intégralement ou partiellement **49 lois adoptées entre 1819 et 1940.**